



20 MARS 2021

Mobilisé·s pour le droit à la culture et le progrès social

A l'heure où les occupations des professionnel·le·s du spectacle et des précaires se multiplient sur le territoire, le Premier Ministre Jean Castex a tenté une vague opération de déminage. Les organisations patronales et syndicales des secteurs de la Culture ont ainsi été reçues séparément ce matin afin que le Premier Ministre et la ministre de la Culture présentent les arbitrages retenus par le gouvernement pour tenter d'éteindre la crise.

Le Premier Ministre a ainsi concédé :

- 10 millions d'euros pour le Fonds d'urgence spécifique de solidarité pour les artistes et les techniciens du spectacle (FUSSAT) ;
- 20 millions d'euros de budgets supplémentaires alloués au soutien des équipes artistiques ;
- La garantie d'accorder des indemnités journalières pour les intermittentes du spectacle et de l'emploi en congés maternité ou celles et ceux en maladie, qui sont privés de ce droit en raison de l'absence d'activité salariée.

Nous restons attentifs à la mise en œuvre de cette dernière mesure, mais dénonçons le caractère très insuffisant de ces arbitrages qui ne sont pas de nature à éteindre la colère qui croît à travers le pays. L'immense majorité des artistes et technicien·ne·s intermittent·e·s du spectacle ne sera pas concernée par ces « aides ». Nous ne voulons pas d'aumône, nous voulons travailler !

Dans le même temps, alors qu'aucune date n'a été donnée ni pour la réouverture des bars et restaurant ou la fin du couvre-feu, la mise en œuvre de la réforme de l'assurance chômage sera effective au 1^{er} juillet.

Nous ne pouvons supporter que le chômage soit la seule perspective donnée aux artistes et techniciens, nous attendions donc à minima que le gouvernement mette en place un plan d'urgence de soutien à l'emploi pour garantir le paiement de salaires pour tenir des résidences artistiques et des répétitions.

Dans le contexte de chômage de masse que nous connaissons, le gouvernement est toujours décidé à durcir les conditions d'accès à l'assurance chômage et orchestre la baisse des indemnités des chômeurs relevant du régime général en juillet prochain. Cet acharnement est insupportable !

Dans le même temps, c'est plus de 100 milliards € qui sont mis sur la table dans le cadre du plan de « relance ». Mais rien pour les hôpitaux, rien pour les services publics, rien pour la protection sociale et encore moins pour les étudiants·es ou les retraité·es et pour lutter contre la pauvreté.

Dans de nombreuses professions et corporations des salarié·es sont en lutte, pour les conditions de travail, pour l'emploi, pour les services publics, bref pour exiger d'autres réponses à la situation inédite que nous vivons.

Les artistes, les intermittent·e·s le monde spectacle avec les salarié·es du public et du privé doivent se mobiliser pour faire entendre leur voix et dire qu'un autre monde est possible. Dans cette optique, dans la nécessaire construction d'un mouvement social d'ampleur, l'UD CGT 06, la CGT Spectacle appelle à une **manifest-action samedi 20**

Mars à partir de la Gare Riquier

Cette initiative sera ponctuée par des interventions revendicatives, artistiques et poétiques car dans cette période plus que jamais nous souhaitons rappeler le caractère essentiel de la culture contribuant à l'émancipation et à la paix entre les peuples. Sollicitée par la Cie « Une petite voix m'a dit » qui organise chaque année le festival « Poët Poët » à Nice, la CGT invite toute la population à se rassembler autour de la culture pour affirmer son rôle central dans la société. Nous invitons chacun et chacune à se saisir de l'expression artistique, poétique, pour exprimer sa colère, ses revendications, ses espoirs.

Toutes et tous ensemble samedi 20 Mars 14h Gare de Riquier à Nice

Cette manifest-action rejoindra la manifestation contre la loi sécurité Globale sur la place Garibaldi